



PRÉFET DE LA NIÈVRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle Environnement et Guichet Unique ICPE
Tél : 03 86 60 71 46

Arrêté N° 58-2020-09-09-001

**prescrivant des mesures d'urgence
à la société SAS SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE,
située sur le territoire de la commune de Decize**

La préfète de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.511-1 et L.512-20,
- VU** l'arrêté préfectoral dit « sécheresse » du 28 août 2020 portant fixation de mesures de limitation de certains usages de l'eau dans le département de la Nièvre,
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 juillet 2007 modifié de la société SAS SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE pour l'exploitation de production de mélanges élastomériques, de pièces anti-vibratoires, de pièces de caoutchouc, de manchons compensateurs sur le territoire de la commune de DECIZE au titre des rubriques 2565.2.A, 2660, 2661.1.A, 2910.A.1, 2940.2.a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** le rapport de l'Inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 8 septembre 2020, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que l'article L.512-20 du Code de l'environnement prévoit qu'en vue de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du même code, la préfète peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités,

CONSIDÉRANT que l'article L.512-20 du Code de l'environnement prévoit qu'en cas d'urgence, les mesures préconsidérées peuvent être prescrites par des arrêtés pris sans avis de la commission départementale consultative compétente,

CONSIDÉRANT que l'Inspection des installations classées a constaté, le 3 septembre 2020, les faits suivants :

- la pollution constatée dans l'Aron provient du point de rejet R2 (eaux pluviales et eaux industrielles), situé en dehors du périmètre ICPE du site,
- des eaux supposées polluées en hydrocarbures sont rejetées en continu dans l'Aron au niveau du point de rejet R2,
- le débit au niveau du rejet R2 est d'environ 120 m³/h pendant les périodes de fonctionnement du site,

- des irisations sont observées sur l'Aron au-delà des barrages flottants installés par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Nièvre (SDIS 58) les 29 et 30 août derniers,
- des irisations sont observées sur la canalisation du rejet R2 au niveau du regard situé de l'autre côté du canal du Nivernais, entre l'obturateur et le séparateur d'hydrocarbures,
- le séparateur d'hydrocarbures avant le point de rejet R2 n'a pas pu être entièrement vidangé le 3 septembre du fait du retour des eaux de l'Aron par gravité, celui-ci étant placé sous le niveau du cours d'eau,
- des dépôts de graisses et stéarate sont observés dans les secteurs de production « mélange » et « boudinage », pouvant rejoindre le réseau de rejet des eaux industrielles pendant le nettoyage des sols et des machines, des regards se trouvant à même le sol.

CONSIDÉRANT que l'Aron est placé en situation de crise, selon l'arrêté sécheresse susvisé, accentuant l'impact de la pollution constatée,

CONSIDÉRANT que cette pollution en hydrocarbures dans l'Aron porte atteinte de manière imminente aux intérêts protégés visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement,

CONSIDÉRANT qu'il importe d'exécuter d'urgence les travaux et traitements nécessaires à l'arrêt total du rejet en hydrocarbures des eaux issues du site industriel,

CONSIDÉRANT que la situation rencontrée peut être qualifiée de situation d'urgence et qu'elle nécessite la mise en œuvre de mesures dans des délais incompatibles avec la sollicitation de l'avis de la commission départementale consultative compétente,

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Nièvre.

A R R Ê T E

Article 1 – Objet

La société SAS SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE, exploitant une installation de production de mélanges élastomères de pièces anti-vibratoires, de pièces en caoutchouc, de manchons compensateurs, sise Usine des Caillots, sur la commune de Decize, est tenue de procéder à l'arrêt complet de la pollution supposée en hydrocarbures dans l'Aron au point de rejet R2, au plus tard le 10 septembre 2020.

Article 2 – Conditions de levée des mesures

La levée des mesures définies à l'article 1 est conditionnée à la transmission et validation auprès de l'Inspection des installations classées des justificatifs démontrant l'arrêt complet du rejet en eaux polluées dans l'Aron, accompagnés du plan d'action associé justifiant de la gestion des eaux du site.

Article 3 – Notification et publicité

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société SAS SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE.

Article 4 – Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- par la voie d'un recours administratif auprès de la Préfète de la Nièvre. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.
- par la voie du recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : « www.telerecours.fr »

Article 5 – Exécution

- la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Nièvre,
- la Maire de DECIZE,
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté,
- le Directeur Départemental des Territoires de la Nièvre,
- Le directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Nièvre,
- Le lieutenant-colonel, commandant le groupement de Gendarmerie de la Nièvre.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Fait à Nevers, le
La Préfète,

09 SEP. 2020



Sylvie MOUSPIC

